

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/94/Add.1

9 décembre 2003

(03-6515)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

## RECONDUCTION DE LA PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 10.6 DE LA DÉCISION MINISTÉRIELLE SUR LES QUESTIONS ET PRÉOCCUPATIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE

COLOMBIE

Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipement  
et de pièces de rechange – SIEX

*Décision du 8 décembre 2003*

### Addendum

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité"),
2. *Notant* que la Colombie réaffirme l'obligation qui lui incombe au titre de l'Accord SMC d'éliminer toutes les subventions à l'exportation,
3. *Ainsi que le lui a prescrit* la quatrième Conférence ministérielle, dans sa Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17, 20 novembre 2001) ("la Décision"),
4. *Suivant* les "Procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 pour certains pays en développement Membres" (G/SCM/39, 20 novembre 2001) ("les Procédures"), y compris le paragraphe 1 d) et 1 e) desdites procédures,
5. *Tenant compte de* la demande et des autres renseignements notifiés présentés par la Colombie au Comité<sup>1</sup>, conformément au paragraphe 10.6 de la Décision, pour le Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange – SIEX ("le programme"),
6. *Rappelant* qu'il a considéré, aux fins de sa présente décision du 13 décembre 2002, figurant dans le document G/SCM/94, que la Colombie est un pays en développement Membre qui remplit les conditions requises pour demander une prorogation conformément à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord SMC"),

---

<sup>1</sup> Les renseignements notifiés sur la base desquels la présente décision est prise figurent dans les documents G/SCM/N/74/COL (15 janvier 2002), G/SCM/N/74/COL/Suppl.1 (5 février 2003), G/SCM/N/71/COL (7 janvier 2002), G/SCM/N/99/COL (4 juillet 2003) et G/SCM/Q3/COL/1 (22 février 2002) à G/SCM/Q3/COL/29/Corr.1 (27 novembre 2003, en anglais seulement).

7. *Rappelant* que le paragraphe 10 de la décision figurant dans le document G/SCM/94, prise par le Comité le 13 décembre 2002, dispose ce qui suit:

"*La période* durant laquelle la prorogation accordée peut être reconduite sur la base des Procédures va jusqu'à la fin de l'année civile 2004. Cette reconduction fera l'objet d'un réexamen annuel par le Comité aux fins et sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures, suivant les modalités ci-après:

- i) La Colombie assurera la conformité de ses lois et réglementations avec les engagements pris dans la présente décision. La période de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation décrites au paragraphe 9 ne sera en aucun cas prorogée au-delà de 2006, y compris le délai final de deux ans prévu dans la dernière phrase de l'article 27.4 de l'Accord SMC. En conséquence, les autorités colombiennes adopteront des mesures appropriées pour se conformer à la présente décision. Entre autres, la Colombie entreprendra la réforme de sa législation le 30 juin 2003 au plus tard, de façon à la rendre conforme à la présente décision.
- ii) La Colombie renonce à son droit de demander la reconduction de la prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, qui est prévu au paragraphe 1 f) des Procédures, pour le programme.
- iii) La Colombie renonce à son droit d'utiliser la totalité de la période prévue au paragraphe 1 e) des Procédures pour le programme."

8. *Tenant compte* du fait que la Colombie réaffirme sa volonté d'éliminer les subventions à l'exportation conformément aux engagements pris tant dans la présente décision que dans la décision figurant dans le document G/SCM/94 du 13 décembre 2002, qui est applicable dans son intégralité,

9. *Notant qu'*aux fins de la présente décision de reconduire la prorogation accordée dans le document G/SCM/94, la Colombie s'engage à ce que, pour les projets<sup>2</sup> approuvés au titre du programme à la date de la présente décision, ou postérieurement, le paiement de la TVA reportée interviendra au plus tard le 31 décembre 2006. À cet effet, la Colombie procédera, au plus tard à la date de la présente décision, aux réformes de sa législation et/ou de sa réglementation ou autres réformes requises pour que le délai autorisé pour le paiement différé de la TVA ne puisse se prolonger au-delà du 31 décembre 2006 pour lesdits projets. Pour les projets approuvés avant la date de la présente décision, le paiement différé de la TVA doit intervenir au plus tard cinq ans après l'octroi du report<sup>3</sup>,

10. *Prenant note* de ce que la Colombie confirme que le programme n'a pas été modifié depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003 de manière à être rendu plus favorable, en ce qui concerne la portée, le champ d'application et l'importance des avantages, qu'il ne l'était au 1<sup>er</sup> septembre 2001,

11. *Sur la base* du réexamen des renseignements notifiés effectué par le Comité conformément au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures et au paragraphe 10 de la décision figurant dans le document G/SCM/94 pour vérifier que la Colombie a respecté, pendant la période considérée par le Comité en 2003, les obligations qui lui incombait en ce qui concerne le programme au titre des dispositions relatives à la transparence et au statu quo contenues dans les paragraphes 3 et 4 des Procédures, en rapport avec le programme tel qu'il existait au 1<sup>er</sup> septembre 2001, et pour vérifier que la Colombie a

---

<sup>2</sup> Désignés sous le terme de "programmes" dans la législation nationale colombienne applicable, qui figure dans les renseignements notifiés.

<sup>3</sup> Aux fins de la présente décision, la date d'octroi du report s'entend de la date d'importation.

respecté les autres obligations qui lui incombent conformément à la décision figurant dans le document G/SCM/94, et sur la base des engagements pris par la Colombie dans la présente décision, qui feront l'objet, jusqu'à l'année civile 2006, d'une notification annuelle de la part de la Colombie et d'un examen annuel en matière de transparence par le Comité,

12. *Convient de* reconduire, jusqu'au 31 décembre 2004, la prorogation accordée dans le document G/SCM/94 de la période de transition, au titre de l'article 27.2 b) de l'Accord SMC, pour l'élimination des subventions à l'exportation qui prennent la forme d'exonérations, en totalité ou en partie, des droits d'importation et des taxes intérieures et qui existaient dans le cadre du programme au 1<sup>er</sup> septembre 2001. Toutes les modalités et conditions et autres dispositions de la décision figurant dans le document G/SCM/94 seront d'application,

13. *Ni* la présente décision ni celle qui figure dans le document G/SCM/94 ne s'appliquent aux subventions à l'exportation autres que celles qui prennent la forme d'exonérations, en totalité ou en partie, des droits d'importation et des taxes intérieures et qui existaient dans le cadre du programme (Système spécial d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange – SIEX) au 1<sup>er</sup> septembre 2001. La Colombie confirme l'obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord SMC de n'accorder ni maintenir de subventions à l'exportation ne faisant pas l'objet d'une période de transition au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, sous quelque forme, à quelque titre ou en vertu de quelque mécanisme que ce soit, y compris à titre d'exemple illustratif et non exhaustif, celles accordées pour des matières premières et des intrants qui ne sont pas conformes aux "Directives concernant la consommation d'intrants dans le processus de production" de l'Annexe II de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires,

14. *Aucune déduction* ne devrait être tirée de la présente décision quant à la date à laquelle une subvention est réputée être accordée ou maintenue,

15. *Aucune déduction* ne devrait être tirée de la présente décision en ce qui concerne toutes décisions du Comité de proroger ou de reconduire la prorogation des périodes de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation par d'autres Membres.

---